

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - *Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side*
 Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - *Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form*

JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / *I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form*

BIOSYNEX

Société anonyme au capital de 1 113 534,20 euros

Siège social : 22, Boulevard Sébastien Brant

67400 Illkirch-Graffenstaden

481 075 703 R.C.S STRASBOURG

**Assemblée Générale
Ordinaire annuelle et Extraordinaire
Du 9 mai 2022 à 15 heures**
Au siège social de la société

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account

Nombre d'actions
Number of shares

Porteur
Bearer

Vote simple
Single vote

Vote double
Double vote

Nombre de voix - Number of voting rights

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ l'une des cases "Non" ou "Abstention". *I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this ■, one of the boxes "No" or "Abs".*

*Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix.
On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.*

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	G	H
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	J	K
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentées en assemblée, je vote NON sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :
In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote NO unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale. *I appoint the Chairman of the general meeting*

- Je m'abstiens. *I abstain from voting*

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom.
I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate to vote on my behalf

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :
To be considered, this completed form must be returned no later than:

sur 1^{ère} convocation / on 1st notification

sur 2^{ème} convocation / on 2nd notification

à la banque / by the bank

06/05/2022

Date & Signature

< Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'assemblée générale.
< If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies to the President of the General Meeting.

CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

(1) GENERALITES : Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'article R. 225-76 du Code de Commerce.

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE :

Le signature est préalablement à l'effet, ses nom (en majuscules), prénom et adresse [l'enregistrement de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire]. Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.

Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur legal, Tutur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.

Le formulaire admet pour une assemblee votant pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (article R. 225-77 alinéa 1er du Code de Commerce).

Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (Article R. 225-83 du Code de Commerce). Il ne peut utiliser à la fois « le vote par correspondance » et « le donne passeur » (Article R. 225-83, paragraphe 6 du Code de Commerce). Un guide encodé (guide de traitement des assemblées générales, indiquant une grille de lecture de ce formulaire de vote par correspondance) est disponible sur le site de l'ANF : www.anf.ens.fr

La version française de ce document fait foi.

(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE

Article R. 225-107 du Code de Commerce (extrait)

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les stipulations contraires des statuts sont réputées non édictées.

Pour le calcul du quotient, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixés par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés.

La majorité requise pour l'adoption des décisions est déterminée en fonction des voix exprimées par les actionnaires prévues ou représentées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, n'est actionnaire ou a voté blanc ou nul (articles L. 225-96 et L. 225-98 du Code de Commerce) et, s'agissant des sociétés ayant adopté le statut de la société européenne, en articles 57 et 58 du Règlement du Conseil (CE) n°2157/2001, relatif au statut de la société européenne).

Si vous votez par correspondance : vous devez obligatoirement noter la case "Je vote par correspondance" au recto.

Il vous est demandé pour chaque résolution en mettant en évidence indiqueraient les cases correspondantes :

- soit de voter "Oui" (vote exprimé par défaut pour les projets de résolution présentés ou agréés, en l'absence d'un autre choix);

- soit de voter "Non";

- soit de voter "Abstention" en renonçant individuellement les cases correspondantes;

2 - Pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée,

il vous est demandé d'opter entre votre contre (vote exprimé par défaut en l'absence d'un autre choix); pourvoir au président de l'assemblée générale, abstention ou pourvoir à personne désignée en renonçant le cas correspondant à votre choix.

(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait)

«Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption de projets de résolutions, présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un avis défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre avis, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant».

(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait)

«Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

II - Le mandat ainsi fait, le cas échéant, sa résiliation sont écrites et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée généralement conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-72, l'assemblée générale ordinaire doit voter sur le conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés affectués ou nommés dans le conseil de surveillance du fonds commun de placement d'entreprise détenu des actionnaires de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71.

Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.

Article L. 22-10-39 du Code de Commerce

«Toute personne qui procère à une sollicitation active le mandat, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représentants à l'assemblée d'une société mentionnée au premier alinéa de l'article L. 22-10-30, rend publique sa préférence de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour cette procuration telle que sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendue publique.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article L. 22-10-42 du Code de Commerce

«Toute personne qui procère à une sollicitation active le mandat, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représentants à l'assemblée d'une société mentionnée au premier alinéa de l'article L. 22-10-30, rend publique sa préférence de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour cette procuration telle que sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendue publique.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Les informations à procéder personnellement dans le cadre du présent document sont nécessaires à l'exécution de vos instructions de vote. Vous disposez d'un certain nombre de droits concernant vos données (accès, rectification, etc.). Ces droits peuvent être exercés auprès de votre tenancier de compte aux coordonnées indiquées par ce dernier.

FORM TERMS AND CONDITIONS

(1) GENERAL INFORMATION: This is the rule sum pursuant to article R. 225-76 du Code de Commerce

WHICHEVER OPTION IS USED:

The signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided (e.g. a legal guardian; Change regarding the information has to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form).

If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf.

If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing for anyone.

The form sent for this meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agents (art. R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).

The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (Article R. 225-81 du Code de Commerce).

A guide relating to the general meetings, containing an interpretation of this proxy form, is available on the ANF website at www.anf.ens.fr.

The French version of this document governs; the English translation is for convenience only.

(2) POSTAL VOTING FORM

Article R. 225-107 du Code de Commerce (extrait)

Any shareholder may vote by post, using a form the wording of which shall be fixed by a decree approved by the Conseil d'Etat. Any provisions to the contrary contained in the memorandum and articles of association shall be deemed non-existent.

When calculating the quota, only firms retained by the company before the meeting shall be taken into account, on condition to be laid down by a decree approved by the Conseil d'Etat. The forms giving no voting direction or indicating abstention shall not be considered to votes cast.

The majority required for the adoption of the general meeting's decisions shall be determined on the basis of the votes cast by the shareholders present or represented. The votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has obtained or has returned a blank or spoiled ballot paper (articles L. 225-96 and L. 225-98 du Code de Commerce) and, for the companies which have adopted the statute of European company, articles 57 and 58 of the Council Regulation (EC) n°2157/2001 on the statute for a European company).

If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document: "I vote by post".

In such event, please comply for each resolution the following instructions by shading boxes of your choice:

- either write "Yes" (in absence of choice, vote expressed by default for the approved draft resolutions),

- or write "No",

- or write "Abstention" by shading boxes of your choice.

2 - In case of amendments or new resolutions during the general meeting, you are requested to choose between vote "No" (vote expressed by default in absence of choice), proxy to the chairman of the general meeting, "Abstention" or proxy to a mentioned person individual or legal entity by shading the appropriate box.

(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait)

"In case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting a draft resolution submitted or approved by the Board of Directors or the Management Board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal."

(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)

Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait)

"A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with.

The proxy as well as its duration, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.

III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.

Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company management funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to article L. 225-23 or article L. 225-71.

Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraph shall be deemed non-existent."

Article L. 22-10-39 du Code de commerce

"In addition to the persons mentioned in article L.225-106 I, a shareholder can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice when the shares are admitted to trading on a regulated market or on a multilateral trading facility which is subject to the provisions of the paragraph II of the article L.225-3 of the Code monétaire et financier as provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AMF subject to the conditions provided by its general regulation, and subject, in this second hypothesis, to being provided for in the company's articles of association.

Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraph shall be deemed non-existent."

Article L. 22-10-40 du Code de commerce

"When, in the events envisaged by the first paragraph of the article L. 22-10-39, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an interest other than his or hers.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit.

1° Contrôle, au sens de l'article L. 225-3, la société dont l'assemblée est convoquée à se réunir;

2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui le contrôle au sens de l'article L. 225-3;

3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 225-3;

4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 225-3.

La nature du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."

Article L. 22-10-41 du Code de commerce

"Toute personne qui procère à une sollicitation active le mandat, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représentants à l'assemblée d'une société mentionnée au premier alinéa de l'article L. 22-10-30, rend publique sa préférence de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour cette procuration telle que sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendue publique.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."

Article L. 22-10-42 du Code de commerce

"Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la compagnie a son siège social peut, à la demande du mandataire et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société à caractère électoral, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représentants à l'assemblée d'une société mentionnée au premier alinéa de l'article L. 22-10-30, rend publique sa préférence de vote.

Il peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Il exerce alors, pour cette procuration telle que sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendue publique.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."

This information relates in particular to the events that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:

1° Contrôle, within the meaning of article L. 225-3, the company whose general meeting has no meet;

2° Is member of the management board, administration or supervisory board of the company or a person which controls it within the meaning of the article L. 225-3;

3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 225-3;

4° Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entry controlled by the company or a person who controls the company, within the meaning of the article L. 225-3.

This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above. When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraph occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing the letter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void.

The termination of the proxy is notified without delay by the proxy to the company.

The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."

Article L. 22-10-43 du Code de commerce

"Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the first paragraph of the article L. 22-10-30, shall release its voting policy.

It can also refuse its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting, it exercises them, for any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions. The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree."

Article L. 22-10-44 du Code de commerce

"The commercial court of which the company's head office falls within can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company in the event of non-compliance with mandatory information included in the third to seventh paragraph of article L. 22-10-40 or with the provisions of article L. 22-10-41. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.

The court can impose the same sanctions towards the proxy or request of the company in the event of non-compliance of the provisions of the article L. 22-10-41."